

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/236

G/SCM/W/246

5 décembre 1995

(95-3951)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LA THAILANDE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Singapour a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 décembre 1995.

Questions présentées par Singapour sur la réglementation de la Thaïlande en matière de droits antidumping (Notification du Ministère du commerce B.E. 2534)

1. Article 3.2 2) - "Valeur normale"

La réglementation de la Thaïlande dispose que, "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu sur le marché intérieur du pays exportateur ou du pays d'origine ou que ce prix de vente ne permet pas une comparaison valable, le prix utilisé est: i) le prix à l'exportation depuis le pays exportateur à destination de pays tiers, auquel cas le prix est considéré comme *approprié*".

Question: L'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que, lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ... et que de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit *représentatif* ...". Le mot "représentatif" utilisé à l'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC a été remplacé par le terme "approprié" à l'article 3.2 de la réglementation thaïlandaise. Dans quelles circonstances l'utilisation du prix à l'exportation vers un pays tiers est-elle "appropriée", outre la condition que les ventes soient "représentatives"?

2. Article 3.2 4) - "Au cours d'opérations commerciales normales"

L'article 3.2 4) de la réglementation thaïlandaise dispose que, lorsque les exportateurs vendent le produit similaire sur le marché intérieur ou à un pays tiers en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais de production dans un délai raisonnable, les ventes en question ne sont pas considérées comme ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales.

¹G/ADP/N/1/THA/2-G/SCM/N/1/THA/2.

Question: Aux termes de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping de l'OMC, les ventes en quantités substantielles ne seront écartées de la détermination de la valeur normale que si elles sont effectuées sur une longue période qui devrait normalement être d'un an, mais ne sera en aucun cas inférieure à six mois. Etant donné que la réglementation thaïlandaise ne contient pas une telle disposition, doit-on comprendre que les ventes en quantités substantielles qui ne sont pas effectuées sur une longue période seront également écartées car considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales?

3. Article 3.2 5) - "Monopole de marché"

L'article 3.2 5) de la réglementation thaïlandaise dispose que, lorsque la production et le commerce font l'objet d'un monopole dans le pays exportateur ou que le gouvernement intervient au niveau des prix intérieurs, la valeur normale est construite sur l'une des deux bases suivantes: a) le prix de vente du produit similaire sur le marché intérieur d'un pays tiers, ou b) le prix calculé à partir des coûts de production définis à l'alinéa 2 ii) dans un pays tiers. Lorsqu'il n'y a pas de prix de vente au sens de l'alinéa a) ou b), la valeur normale est construite sur la base du prix de vente du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur.

Question: L'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC ne prévoit pas la construction de la valeur normale sur la base du prix de vente calculé à partir des coûts de production dans un pays tiers. Quelle est la raison d'être de cette disposition? L'utilisation du prix de vente calculé à partir des coûts de production dans un pays tiers pourrait avoir des conséquences d'une portée considérable.

4. Article 6 - Enquête

L'article 6.2.2 3) de la réglementation thaïlandaise dispose que, "dans le cas où le dommage est dû à des différences de prix, ou au taux de subventionnement, ou au volume des importations, le Comité décide s'il y a lieu d'imposer un droit spécial".

Question: L'article 5.8 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose ce qui suit: "[l]a clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping, ou le dommage, est négligeable. La marge de dumping sera considérée comme *de minimis* si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent. Le volume des importations faisant l'objet d'un dumping sera normalement considéré comme négligeable s'il est constaté que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance d'un pays particulier représente moins de 3 pour cent des importations du produit similaire dans le Membre importateur". Dans quelle mesure la Thaïlande définit-elle le volume des importations comme étant "minimal"? Ce volume est-il conforme aux pourcentages prescrits dans l'Accord antidumping de l'OMC? La Thaïlande a-t-elle prévu la situation où la marge de dumping est *de minimis*?

5. Article 7 - Détermination de l'existence d'un dommage

L'article 7.1 de la réglementation thaïlandaise dispose que, pour déterminer l'existence d'un dommage, seront examinés les "autres effets dus aux importations de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés sur les producteurs nationaux de produits similaires produits dans le pays".

Question: Quels sont les "autres effets" que la Thaïlande prend en considération pour déterminer l'existence d'un dommage? Il semblerait que ces dispositions permettent l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées. Si tel est le cas, elles seraient alors incompatibles avec l'Accord antidumping de l'OMC qui ne prévoit pas de cumul croisé. Les effets d'un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping ne devraient pas être cumulés avec les effets d'un dommage causé par des importations subventionnées.

6. Article 12 - Mesures visant à éviter le contournement d'un droit spécial

La réglementation thaïlandaise prévoit l'imposition d'un droit spécial définitif pour des pièces ou composants importés destinés à l'assemblage de produits finis dans le pays, sous certaines conditions.

Question: Quelle est la base juridique de cette disposition? Il s'agit apparemment d'une disposition anticontournement, ce qui est clairement incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping de l'OMC, qui ne contiennent aucune disposition anticontournement.